

TIRAVAIL ET DROIT



Supplément au
Mouvement Syndical Belge
du 20 juin 1939.

Deux questions relatives à l'estimation des ressources des chômeurs assurés

LA réglementation du régime de l'assurance-chômage facultative est une des plus touffues de notre législation sociale. Il en est ainsi, en grande partie, à cause de la variété des situations de fait, qui se présentent journellement dans l'administration de l'assurance. Il en est ainsi également, par suite de la tendance inévitable, devant le flot montant des dépenses du chômage, de restreindre le plus possible les avantages dispensés aux chômeurs. Le souci de l'économie « à tout prix » va ainsi souvent à l'encontre de l'application de principes de droit, dont il faut cependant tenter d'imprégner notre législation sociale!

Particulièrement touffue est la réglementation relative à l'estimation des ressources du chômeur ou des membres de sa famille, estimation qui conditionne son droit aux allocations au delà de la période d'indemnisation statutaire.

Pour tout travailleur dont la durée du chômage dépasse, au cours de l'année, soixante jours ouvrables, se pose donc le problème de l'évaluation des ressources dont il dispose.

Nous nous proposons d'examiner deux questions de ce problème, questions qui n'ont pas reçu, à notre avis, de solution satisfaisante dans la réglementation actuelle.

1. Secours accordés par les Commissions d'Assistance publique ou par des organismes privés de charité.

Rappelons tout d'abord les dispositions actuelles :

a) Secours accordés par les Commissions d'Assistance publique :

1° Le secours attribué par une Commission à un chômeur assuré ou à une personne de son ménage entre en ligne de compte pour l'évaluation de ses ressources;

2° Le secours attribué indistinctement à tous les chômeurs ou à certaines catégories d'entre eux doit être déduit du montant de l'indemnité ou de l'allocation.

D'autre part, le Comité de Direction de l'Office national du Placement et du Chômage a estimé que lorsque des secours sont accordés, exceptionnellement, à l'ensemble de la population nécessiteuse (exemple : distribution de charbon au cours des grands froids de cet hiver), sans qu'il soit fait de distinction entre la main-d'œuvre assurée ou non contre le chômage, la valeur de ce secours ne devait pas entrer en ligne de compte dans l'estimation des ressources du chômeur. Sinon, on lui reprenait d'une main ce qu'on lui donnait de l'autre!

b) Secours accordés par des organismes privés de charité :

Il n'est pas tenu compte de ceux-ci, pour autant que les œuvres de secours ne soient, en aucune manière, subsidiées par les pouvoirs publics.

Critique : La distinction entre secours distribué par une Commission d'Assistance publique ou par une œuvre privée ne se justifie pas. Si

le chômeur reçoit un secours des Petites Sœurs des Pauvres, il n'est pas tenu de le déclarer, et la valeur de ce secours n'est pas prise en considération pour la fixation de son état de besoin éventuel. Par contre, si c'est la Commission d'Assistance, c'est la règle inverse !

Le motif allégué, à savoir que dans ce dernier cas, il s'agit de distribution de fonds publics au même titre que ceux qui servent à payer les indemnités et allocations de chômage, n'est pas pertinent.

Dans les deux cas, ce sont bien des fonds publics, mais ils répondent à des notions théoriquement différentes. Le chômeur a droit à recevoir x francs en raison de son manque d'emploi, mais il a droit à être admis à recevoir $x + y$ francs, en raison de son état d'indigence, se superposant, hélas ! bien souvent à son manque de travail.

La seule limite dont il faille tenir compte, pour l'application de la réglementation du chômage, est la règle dite des 2/3 ou des 3/4 du salaire.

De plus, il n'est pas sans danger d'accorder, par cette réglementation saugrenue, une véritable prime aux œuvres de charité privées, sous le couvert desquelles se rencontre trop souvent une tenace volonté patronale ou cléricale de détacher le travailleur d'une organisation ouvrière indépendante.

Faut-il maintenir une distinction entre les secours accordés *nominalement* à tel chômeur assuré indigent et ceux distribués à des *catégories* de chômeurs, par exemple ceux qui ont des enfants à charge ?

Le Comité de Direction de l'O.N.P.C., revoyant récemment la question, a décidé que le secours de nature individuel accordé par la Commission d'Assistance publique à un chômeur nécessiteux, ne devait pas être compté au titre des ressources.

Cette décision est dans la bonne voie, mais nous voudrions aller plus loin. En ce qui concerne les secours des Commissions d'Assistance publique, il ne devrait, en aucun cas (secours individuel ou secours accordé collectivement aux chômeurs), être tenu compte de la valeur de ceux-ci dans l'établissement des ressources du chômeur. En d'autres termes, ils devraient être immunisés. Les Commissions d'Assistance publique doivent, en effet, rester seules juges de l'opportunité qu'il y a à distribuer des secours aux chômeurs. *Leur action de secours, et plus encore de prévention de la misère (qui leur est explicitement conférée par l'article 66 de la loi du 10 mars 1935, on l'oublie trop souvent), ne doit pas pouvoir être compromise par l'application d'une autre législation.*

L'exemple ci-après fera mieux comprendre le point de vue auquel nous estimons devoir nous placer : Allouer des secours à des chômeurs

pères de famille, c'est peut-être éviter le placement ultérieur, pendant une période de longue durée et à charge exclusive de la Commission, d'enfants anémiés appartenant à ces ménages ? Mais si, en contre-partie des secours alloués par la Commission, les indemnités et allocations de chômage sont réduites d'autant, l'action préventive de la Commission se trouve paralysée. L'indigence est le seul critère dont la Commission ait à tenir compte pour accorder des secours. Il est malheureusement possible que l'indigence existe chez un chômeur ou chez certaines catégories d'entre eux, malgré l'octroi des indemnités de chômage.

Il est naturel qu'il en soit ainsi, puisque l'indigence se rencontre même parfois dans des ménages dont certains membres travaillent.

En conclusion, nous proposons d'adopter les principes suivants en cette matière :

Tous les secours, quelle que soit leur provenance, doivent être déclarés par le chômeur.

Ces secours n'entreront en aucune manière dans la détermination de l'état des ressources du chômeur. Il en sera toutefois tenu compte pour l'application éventuelle de l'article 24 de l'arrêté royal du 31 mai 1933 (limite des 2/3 et des 3/4 du salaire).

2. Rémunération de congé.

Actuellement, la rémunération de congé est assimilée au salaire; en conséquence, on lui applique la disposition de l'article 50, 7°, de l'arrêté royal du 31 mai 1933 (immunisation de 25 %).

L'assimilation de la rémunération de congé au salaire nous paraît exacte. Faut-il lui appliquer cependant les mêmes règles en matière d'immunisation ?

L'immunisation de 25 % des salaires gagnés par le chômeur ou par les membres de son ménage, a pour but de ne pas décourager celui-ci ou ceux-ci à accepter du travail.

Le but poursuivi par l'immunisation est sans objet, en matière de rémunération de congé, puisque celle-ci est un droit résultant d'une prestation de travail antérieure.

De ce fait, on pourrait donc conclure qu'il n'y a pas lieu d'immuniser la rémunération de congé. Celle-ci entrerait donc intégralement en ligne de compte pour l'établissement de l'état de ressources du chômeur.

Nous croyons toutefois que l'on doit soutenir une thèse opposée, à savoir, *l'immunisation complète de la rémunération de congé*. Celle-ci serait assimilée à une pension, allocation ou secours alloués en vertu de l'article 50bis, c'est-à-dire une ressource complémentaire dont l'intéressé a la jouissance exclusive, en raison, dans le cas qui nous occupe, de prestations de travail antérieures. De même qu'une allocation d'invalidité sert à compenser la diminution de la force

de travail
congé do
repos an

Nous
suivante
gère, fils
compris
nage, à c
le plafon
sont rédu
rémunéra

Loi du 14
mites no
treprises
duction
artificie
1939).

Industrie
dalités
let 1936
1939 (A
Industrie
d'Anver
la loi d
du 16-1
Industrie
ciales d
l'année
26-IV-3
Industrie
vince d
cation d
1939 (A
Industrie
vince d
(M. B.
Industrie
vers. -
caisse
19-20-V
Industrie
dalités
du 16-
Industrie
de la I
A. R.
Industrie
les d'a
16-V-3
Industrie
d'appli
16-V-3

de travail de l'intéressé, la rémunération de congé doit lui ouvrir pratiquement le droit à un repos annuel.

Nous imaginons, par exemple, l'hypothèse suivante : Père chômeur complet, mère ménagère, fils au travail. Les salaires du fils sont compris dans le montant des ressources du ménage, à concurrence des trois quarts. Cela étant, le plafond est dépassé et les allocations du père sont réduites. Arrive la semaine de congé; si la rémunération de congé est également comptée à

concurrence des trois quarts, la situation est la même et le montant des allocations de chômage du père reste diminué. La rémunération de congé du fils, qui théoriquement devrait pouvoir être utilisée par ce dernier pour jouir du congé qui lui est dû, est absorbée par les besoins courants du ménage du chômeur.

Par contre, si la rémunération de congé était totalement immunisée, le père pourrait bénéficier des allocations pleines pendant la semaine de congé.

G.

Législation sociale

Liste clôturée au numéro du « Moniteur » du 4 juin 1939.

Réglementation du travail.

DURÉE DU TRAVAIL

Loi du 14 juin 1921. — Article 5. — Industrie où les limites normales sont reconnues inapplicables. — Entreprises s'occupant en ordre principal de la production du froid et de la fabrication de la glace artificielle. — A. R. du 15-IV-39 (M. B. du 23-IV-1939).

CONGÉS ANNUELS PAYÉS

Industrie de la briqueterie de la Campine. — Modalités spéciales d'application de la loi du 8 juillet 1936 pour l'année 1939. — A. R. du 12-IV-1939 (M. B. du 15-IV-39).

Industrie du vêtement pour hommes de la province d'Anvers. — Modalités spéciales d'application de la loi du 8-VII-36. — A. R. du 12-IV-39 (M. B. du 16-IV-39).

Industrie du papier et du carton. — Modalités spéciales d'application de la loi du 8 juillet 1936 pour l'année 1939. — A. R. du 15-IV-39 (M. B. du 26-IV-39).

Industrie du vêtement pour hommes dans la province de Brabant. — Modalités spéciales d'application de la loi du 8-VII-1936. — A. R. du 15-IV-1939 (M. B. du 3-V-39).

Industrie du vêtement pour hommes dans la province de Liège. — Idem. — A. R. du 15-IV-39 (M. B. du 3-V-39).

Industrie de la réparation de navires au port d'Anvers. — A. R. du 16-V-39 portant création d'une caisse particulière de congés payés (M. B. du 19-20-V-39).

Industrie chimique des poudres et explosifs. — Modalités d'application de la loi du 8-VII-36. — A. R. du 16-V-39 (M. B. du 19-20-V-39).

Industrie de la miroiterie. — Modalités d'application de la loi du 8-VII-36 pour l'exercice 1938-39. — A. R. du 16-V-39 (M. B. des 19-20-V-39).

Industrie des tabacs et cigares. — Modalités spéciales d'application de la loi du 8-VII-36. — A. R. du 16-V-39 (M. B. des 19-20-V-39).

Industrie de la carrosserie. — Modalités spéciales d'application de la loi du 8-VII-36. — A. R. du 16-V-39 (M. B. des 19-20-V-39).

Industrie de la caisserie et de la tonnellerie. — Modalités spéciales d'application de la loi du 8-VII-1936. A. R. du 16-V-38 (M. B. des 15-20-V-39).

Industrie de la fabrication et de la confection du chapeau et des articles similaires pour dames et enfants. — Idem. — A. R. du 16-V-39 (M. B. des 19-20-V-39).

Industrie de la vannerie. — Idem. — A. R. du 16-V-39 (M. B. des 19-20-V-39).

Industrie côtière de la construction de bateaux en bois. — Idem. — A. R. du 16-V-39 (M. B. des 19-20-V-39).

Industrie de la briqueterie du pays de Waes. — Idem. — A. R. du 16-V-39 (M. B. des 19-20-V-1939).

Négoce des bois. — Modalités spéciales d'application de la loi du 8-VII-39. — A. R. du 3-VI-39 (M. B. du 4-VI-39).

Industrie de la chaussure. — Modalités spéciales d'application de la loi du 8-VII-1936. — A. R. du 3-VI-39 (M. B. du 4-VI-39).

Industrie de la briqueterie de la vallée de l'Escaut. — Modalités spéciales d'application de la loi du 8-VII-1936. — A. R. du 3-VI-39 (M. B. du 4-VI-39).

Police industrielle.

Désinfection des crins. — A. R. du 1-IV-1939 rapportant l'A. R. du 20-V-21, relatif à la désinfection des crins employés dans les fabriques de crins frisés (M. B. du 15-IV-39).

Etablissements classés dangereux, insalubres ou incommodes: Peinture pneumatique. — A. M. déterminant le modèle du registre prescrit par l'article 7 de l'A. R. du 14-VI-1930 et rapportant l'A. R. du 17 juillet 1930. — A. M. du 2-V-39 (M. B. du 13-V-39).

Arrêté royal étendant à certains établissements classés exploités par des particuliers la procédure spéciale d'autorisation prévue pour les établissements exploités par l'Etat par les articles 22 et 23 de l'A. R. du 10 août 1933, concernant la police des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes. — A. R. du 19-V-39 (M. B. du 1-VI-39).

Assurances sociales.**ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Liste des caisses communes d'assurance contre les accidents du travail et des sociétés d'assurances à primes fixes agréées par le Gouvernement aux fins de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail (M. B. du 27-IV-1939).

MALADIES PROFESSIONNELLES

Arrêté royal modifiant l'A. R. du 29-XI-1938, fixant le taux des cotisations à payer, pour l'exercice 1938, par les chefs d'entreprises soumis à la loi du 24 juillet 1927. — A. R. du 15-IV-39 (M. B. du 4-V-39).

CHOMAGE ET PLACEMENT

Centres de travail volontaire pour jeunes chômeurs en 1938. — A. R. du 15-IV-39, concernant les subventions accordées et A. M. du 15-IV-39, pris en exécution du précédent (M. B. du 23-IV-39).

Contrôle et indemnisation des travailleurs de l'industrie hôtelière. — Modification à la réglementation. — A. R. du 15-IV-39 (M. B. du 5-V-39) et A. R. du 15-IV-39 (M. B. du 5-V-39).

Mutations. — Application des dispositions de l'article 52bis de l'A. R. du 31-V-33, modifiant le régime du chômage involontaire. — A. M. du 24-IV-1939 (M. B. du 5-V-39).

Bourses libres. — Retrait par A. R. du 16-IV-39 de l'agrément à la B. L. de maisons (M. B. du 13-V-39).

Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. — Exécution des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. — Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. — Tarifs. — A. R. du 26-IV-1932. — Modifications. — A. R. du 18-IV-39 (M. B. du 12-V-39).

Employés. — Caisse nationale des pensions pour Employés. — Tarifs. — A. M. du 15-IX-31. — Modification. — A. M. du 1-V-39 (M. B. du 12-V-1939).

Mineurs. — Conseil d'administration du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs. — Nomination. — A. M. du 13-V-39 (M. B. des 29-30-31-V-39).

ALLOCATIONS FAMILIALES

Allocations familiales pour non-salariés — Modèle de questionnaire. — Application de l'article 307 de l'A. R. du 22-XII-38. — A. M. du 3-V-39 (M. B. du 21-V-39).

— Nomination des membres du Comité de Gestion de l'Office auxiliaire d'affiliation et de perception des cotisations. — A. M. du 10-V-39 (M. B. du 24-V-39).

— Agrément provisoire de sections mutuelles d'allocations familiales. — A. M. du 8-V-39 (M. B. du 27-V-39).

SOCIÉTÉS MUTUALISTES

Commission médico-mutualiste paritaire nationale. — Renouvellement des mandats des membres. — A. R. du 1-IV-39. (M. B. du 22-IV-39).

Reconnaissance légale. — A. R. du 29-IV-39 (M. B. du 13-V-39).

Fédérations et sociétés mutualistes reconnues. — Homologation des nouvelles dispositions statutaires. — A. R. du 29-IV-39 (M. B. du 18-V-39).

Juridiction et conciliation.**Commissions paritaires.****COMITÉS NATIONAUX**

Industrie des eaux de boisson. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 31-III-39 (M. B. du 15-IV-39).

Industrie de la couperie de poils. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 4-IV-39 (M. B. du 22-IV-39).

Commerce de gros en alimentation et en droguerie. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 28-IV-39 (M. B. des 8-9-V-39).

Industrie du papier couché et des cartes à jouer. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 9-V-39 (M. B. du 21-V-39).

Industrie des tabacs et cigares. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 10-V-39 (M. B. du 21-V-39).

Industrie briquetière de la vallée de l'Escaut. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 10-V-39 (M. B. du 21-V-39).

Industrie de la gobeletterie. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 11-V-39 (M. B. du 21-V-39).

Industrie et fabrication d'articles de voyage, d'équipements militaires, de sellerie et de maroquinerie. — Institution d'un C. N. — A. M. du 23-V-39 (M. B. du 4-VI-39).

Personnel diplômé et travailleur attaché aux services de santé. — Institution d'un C. N. — A. M. du 14-IV-39 (M. B. du 4-V-39).

Industrie de la fabrication des sachets en papier. — C. N. — Composition. — Modification. — A. M. du 18-IV-39 (M. B. du 4-V-35).

COMITÉS RÉGIONAUX

Horticulture. — A. M. du 15-IV-39, instituant un sous-comité de l'horticulture au sein du Comité paritaire régional de l'Agriculture de la Flandre occidentale (M. B. du 22-IV-39).

Fabrication mécanique des tuiles, des briques et autres produits céramiques, dans la région du Sud de la Flandre occidentale et du Tournaisis. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 4-IV-39 (M. B. du 22-IV-39).

Industrie de la broserie en Flandre occidentale. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 4-IV-39 (M. B. du 22-IV-39).

Exploitation de dolomie de la région de Merlemont. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 5-IV-39 (M. B. du 22-IV-39).

Port d'Ostende. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 14-IV-39 (M. B. du 27-IV-1939).

Emaillerie de la région de Gosselies et environs. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 28-IV-39 (M. B. du 11-V-39).

Carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur. — C. R. — Composition. — Modification. — A. M. du 25-IV-1939 (M. B. du 4-V-39).

Jurisprudence

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Tribunal correctionnel de Verviers

7 juillet 1938.

Caisse Commune de l'Industrie Minière et autres
c/ Mawet et Belboom.

Accident du travail. — Transport des ouvriers d'un charbonnage. — Accident au cours du transport. — Loi sur les accidents du travail applicable. — Action des victimes contre le transporteur non recevable.

Le charbonnage qui organise le transport de ses ouvriers par autocar, fournit les moyens de transport, fixe l'itinéraire des voyages et les heures de départ, conserve l'autorité et la surveillance même si le transporteur a contracté obligatoirement une police d'assurance pour garantir sa responsabilité, sur ordre du charbonnage qui a voulu ainsi se décharger de sa responsabilité. Cette dernière clause est illicite et nulle (1).

En conséquence, sont non recevables les constitutions de parties civiles des ouvriers contre le transporteur, préposé du charbonnage où ils sont eux-mêmes occupés (2).

Attendu que la plus élémentaire prudence imposait au prévenu Mawet de ralentir et au besoin de s'ar-

(1) La jurisprudence est en ce sens que le transport du personnel, organisé par le patron, est un prolongement de l'exécution du contrat de travail ou d'emploi. Voy. App. Liège, 27 avril 1931.

De même, il est admis, en droit commun, que le transport gratuit de l'ouvrier ou l'employé, au moyen d'un billet de chemin de fer (coupon de service) entraîne la responsabilité de l'employeur en cas d'accident survenu au cours de ce transport. (Civ. Bruxelles, 8 mars 1930. P. P., 1930, 275 et note, et sur appel, App. Bruxelles, 29 janv. 1931. Pas., 1932. II. 64 et la note; contrà Civ. Brux., 7 nov. 1900. Pas., 1901. III. 129; Lalou, *De la responsabilité civile*, n° 189; Beringuier, *Les accidents de la circulation*, n° 496, texte et note; Capitant, *Cours de droit*, Cahiers du droit, p. 224.)

Lorsque le chef d'entreprise organise le transport des ouvriers sur le « chemin du travail », l'assurance est réglée par la loi du 24 décembre 1903 et non par une assurance de responsabilité souscrite par le transporteur. Cette situation peut mettre le chef d'entreprise — le charbonnage — dans une situation très délicate. Car l'assureur-loi pourrait — suivant le cas — prétendre que le risque-transport n'est pas compris dans sa police d'assurance, à défaut d'une convention spéciale et d'une prime additionnelle pour ce supplément de risque, qu'il y a en réalité « risque non assuré » pour le transport.

(2) Il est certain que la constitution de partie civile n'est pas recevable contre le transporteur, si on considère celui-ci comme un préposé du chef d'entreprise.

rêter dès qu'il constatait qu'un autre usager de la route, qui effectuait une manœuvre, éprouvait des difficultés pour l'accomplir;

Attendu qu'en passant à vive allure derrière le camion Belboom, qui occupait une position anormale, Mawet a commis une faute d'autant plus grave que la route était très étroite; que les accotements étaient en mauvais état et qu'il conduisait un véhicule transportant des voyageurs trop nombreux pour l'importance de son autocar;

Attendu que Belboom a amorcé sa manœuvre pour entrer dans le chemin de Féroul, alors que l'autobus de Mawet se trouvait à une distance suffisante pour permettre la manœuvre sans inconvénient;

Attendu que le véhicule de Belboom s'est immobilisé à l'entrée du chemin parce que la roue avant gauche a heurté le talus qui borde le chemin;

Attendu que dans cette position, l'arrière du camion de Belboom empiétait sur la voie charretière, mais cependant occupait un espace moindre que s'il avait été à l'arrêt sur la route;

Attendu que cet exposé démontre que Belboom ne peut être en faute que s'il était démontré que son véhicule a fait un mouvement de recul avant que l'autocar de Mawet n'arrive à sa hauteur;

Attendu que sur ce point, des éléments contradictoires ont été relevés dans l'instruction de l'affaire, à tel point qu'il y a lieu de décider qu'il y a un doute;

Attendu que ce doute doit profiter au prévenu;

Attendu que la prévention d'homicide involontaire et celle de blessures par imprudence ne constituent qu'un seul fait qui ne donne lieu à application que d'une seule peine : la plus forte;

Attendu que le prévenu Mawet n'a jamais été condamné ni pour crime ni pour délit et qu'il paraît susceptible d'amendement;

Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1928, l'amende à prononcer doit être majorée de 60 décimes;

Vu les articles 418, 419, 420, 65, 40 du Code pénal; 1^{er} de la loi du 27 décembre 1928; 9 de la loi du 31 mai 1888, et 194 du Code d'instruction criminelle dont l'indication a été donnée à l'audience;

Par ces motifs :

Le Tribunal renvoie le prévenu Belboom sans frais des poursuites dirigées contre lui; condamne le prévenu Mawet...

Statuant sur les autres constitutions de parties civiles :

Attendu que la Caisse Commune de l'Industrie Minière, qui a payé des indemnités aux victimes de l'accident, sauf aux ayants droit de Gardier, se constitue partie civile contre les deux prévenus et réclame le remboursement des sommes décaissées par elle et en vertu de la loi de 1903 sur les accidents du travail en sa qualité d'assureur du patron des victimes;

Attendu que se constituent également parties civiles contre les deux prévenus les ouvriers suivants, qui ont déjà été indemnisés forfaitairement par la *Caisse Commune* susdite : 1) Henri Collin ; 2) Guillaume Lehance ; 3) Antoine Petit ; 4) Guillaume Crahay ; 5) Antoine-Guillaume Petit ; 6) Joseph Delège ; 7) Niedzialowski ;

Attendu que ces huit institutions de parties civiles contre Belboom ne sont pas fondées, Belboom étant renvoyé des poursuites ;

Attendu que certaines parties civiles demandent que la *Brasserie Piedbœuf*, patron de Belboom, soit déclarée civilement responsable de ce dernier ;

Attendu que ces conclusions ne peuvent être déclarées recevables, les *Brasseries Piedbœuf* n'étant pas à la cause ;

Attendu que ces huit constitutions contre Mawet ne sont recevables en vertu du principe édicté en l'article 19 de la loi sur les accidents de travail que pour autant que Mawet soit un tiers à l'égard des parties civiles ;

Qu'il échet donc de rechercher si Mawet est ou non un préposé du même patron que les parties civiles 2 à 8 ;

Attendu que la *Société anonyme des Charbonnages d'Argenteau*, à Trembleur, depuis 1929, fait effectuer à ses frais le transport de ses ouvriers de Herve au Charbonnage et retour, par le prévenu Mawet ;

Attendu que Mawet s'engage à transporter ces ouvriers moyennant une somme de 55 francs par voyage, suivant un horaire établi par le Charbonnage ;

Attendu qu'il est ainsi démontré que c'est le Charbonnage qui organise le service de transport par autocar de ses ouvriers, qui fournit les moyens de transport, qui fixe l'itinéraire des voyages ainsi que les heures de départ ;

Qu'il suit de là que les ouvriers qui prennent place dans l'autocar, sont, pendant la durée du transport, sous l'autorité et la surveillance du patron, par l'intermédiaire du chauffeur, qui est lui-même sous l'autorité du patron, dont il exécute les ordres et au nom duquel il exerce une surveillance sur les ouvriers (App. Liège, 27 avril 1931. *Jur. Liège*, 1931, p. 146) ;

Attendu que le contrat qui lie un préposé à son commettant exige dans le chef du préposé un lien de subordination et dans le chef du patron le droit de donner aux préposés des instructions ou des ordres et de surveiller l'exécution du mandat qu'il leur a confié ;

Attendu qu'en l'espèce, c'est bien la situation de Mawet vis-à-vis du *Charbonnage d'Argenteau* ;

Attendu que c'est en vain qu'on pourrait prétendre que le Charbonnage qui a imposé à Mawet l'obligation de contracter une police d'assurance pour garantir sa responsabilité a, par ce fait, voulu décharger sa propre responsabilité ;

Attendu, en effet, qu'est illicite et de nul effet la clause d'un contrat de louage de travail affranchissant le patron de la responsabilité des accidents imputables à la faute de ses ouvriers (Beltjens, C. C., article 1384, n° 125) ;

Par ces motifs :

Le Tribunal, dit recevables mais non fondées les huit constitutions de parties civiles des huit intéres-

sés contre Belboom ; dit non recevables les conclusions contre les *Brasseries Piedbœuf* qui ne sont pas à la cause ; dit non recevables les huit constitutions de parties civiles contre Mawet, préposé des *Charbonnages d'Argenteau* ; délaissé les dépens des parties civiles à charge de chacune d'elles ; la suite sans intérêt.

— x —

CONTRATS DE TRAVAIL

Conseil de Prud'hommes d'Appel des Provinces d'Anvers et de Limbourg (Chambre pour Ouvriers)

1^{er} février 1937.

A. V. c/ G.

Allocations familiales. — Enfant habitant chez son oncle. — Abandon de famille par les parents non prouvé. — Oncle sans droit.

Un oncle qui héberge sa nièce n'a droit à des allocations familiales de ce chef que s'il est établi que l'enfant avait été abandonnée par ses parents et qu'elle est réellement entièrement à sa charge.

Attendu que le jugement attaqué a accordé à l'intéressé des allocations familiales pour une certaine W. D. ;

Attendu que cette W. D. est fille de J.-G. W., ayant habité précédemment Willebroeck et demeurant actuellement à Goes (Pays-Bas) ; qu'elle demeure chez l'intimé, qui est le mari de la belle-sœur du père W. ;

Attendu que la loi n'accorde le droit aux allocations familiales que pour les seuls enfants à charge de l'intimé ;

Attendu qu'en la matière, il n'est pas prouvé que lors de son départ en Hollande, W. ait abandonné son enfant en la laissant à charge de son oncle et de sa tante ; que cette circonstance exclut toute idée de véritable abandon de famille ; que probablement D. sera considérée chez son oncle et sa tante comme faisant partie de leur ménage, mais que l'on ne peut en déduire que cette fille est une enfant abandonnée par ceux qui ont le devoir légal de son entretien ; que pour le surplus, il n'a pas été contesté que D. W. entre encore régulièrement en rapport avec son père, et qu'il n'a pas été affirmé que celui-ci ne saurait pourvoir à son entretien et, en fait, n'y pourvoit pas ;

Attendu qu'en tout cas, il ressort de ce qui précède que la partie G. ne remplit pas les conditions légales pour bénéficier des allocations familiales pour la fille D. W. ;

Pour ces motifs :

Le Conseil de Prud'hommes d'Appel des provinces d'Anvers et de Limbourg, Chambre pour Ouvriers, écartant toutes conclusions plus amples et contraires, dit l'appel recevable et fondé ; casse le jugement *a quo* et, faisant ce que le premier Conseil aurait dû faire, rejette l'action originaire de G. et met les frais des deux instances à charge de cette partie.

Conseil de Prud'hommes de Bruxelles (*)
(Troisième Chambre pour Ouvriers)

22 juin 1938.

Règlement d'atelier. — Stipulation permettant au patron de suspendre le contrat de travail pour manque de travail. — Nullité radicale. — Fiction de l'article 28 de la loi sur le contrat de travail instituant la suspension pour cause de force majeure non applicable.

La suspension de fait du contrat de travail dispense les parties de leurs obligations respectives et celles-ci deviennent donc des obligations sans cause, partant, entachées de nullité radicale.

Une stipulation conventionnelle de suspension est donc radicalement nulle. En effet, les obligations entachées de nullité radicale ne peuvent faire l'objet d'une stipulation qui les confirmerait, car une pareille stipulation serait contraire à l'ordre public.

Les fictions juridiques ne peuvent être établies que par le législateur et non par le juge ni par les parties. Elles sont nécessairement de droit étroit, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent être étendues à des cas que la loi qui les constitue ne prévoit pas.

La fiction de la suspension du contrat de l'article 28 de la loi sur le contrat de travail ne s'applique que dans l'hypothèse d'un événement de force majeure qui suspend momentanément l'exécution du contrat.

Seul un événement inattendu, qui a pour conséquence de rendre absolument impossible l'exécution de l'obligation du débiteur, constitue le cas de force majeure de l'article 1138 du Code civil. Il n'y a pas force majeure lorsque cette exécution n'est que plus nécessaire. Les cas de manque de travail sont en général prévisibles et n'ont pas pour effet de rendre, en général, le travail impossible. Ils ne répondent pas à la définition de l'événement de force majeure.

Attendu que la demande tend au paiement d'une somme de 648 francs à titre d'indemnité de rupture de contrat sans préavis; à la remise du certificat légal ou au paiement d'une somme de 100 francs à titre de dommages-intérêts;

Attendu que le demandeur soutient que sa mise en chômage pour manque de travail, à la date du 12 avril 1938, constitue une rupture de son contrat qui lui donne droit à l'indemnité qu'il réclame; que la défenderesse ne peut lui objecter qu'aux termes de l'article 4 de son règlement d'atelier, elle n'avait pas l'obligation de lui donner un préavis en cas de chômage temporaire par toute cause indépendante de sa volonté, de sa direction et notamment en cas d'accident et manque de travail, pour la raison qu'il ne s'agit pas en l'espèce d'un chômage temporaire;

Attendu que la défenderesse soutient qu'elle n'a pas congédié le demandeur; que la situation faite à celui-ci après sa mise en chômage était, selon l'article 4 susdit de son règlement d'atelier, la suivante:

Que son contrat n'était que temporairement suspendu; que la preuve s'en trouve dans le fait qu'elle ne lui a pas remis son certificat de travail et qu'elle

() Jugement emprunté à la revue *Jurisprudence du Louage d'Ouvrage*, de M^e L.-Th. Léger.*

s'est contentée de lui remettre un certificat de chômage;

Attendu qu'il importe uniquement de vérifier si cette suspension est conforme aux principes généraux du droit en matière d'obligations conventionnelles et de la loi sur le contrat de travail;

Attendu que cette question doit être tranchée par la négative;

Attendu que la suspension du contrat de travail alléguée par la défenderesse aurait, à la date du 12 avril, entraîné la situation juridique suivante: d'une part, le maintien théorique du lien de droit existant entre les parties; d'autre part, dispense respective de l'obligation de s'y conformer, c'est-à-dire quant au demandeur de celle, d'effectuer le travail qui lui incombait et, quant à la défenderesse, de celle de fournir du travail au demandeur et de lui payer son salaire;

Attendu qu'en se plaçant sur le terrain des principes généraux du droit en matière d'obligations conventionnelles, l'on doit admettre que le susdit lien de droit aurait été juridiquement inexistant;

Attendu, en effet, que dès le 12 avril, les obligations respectives des parties devenant des obligations sans cause, celle du demandeur, de travailler, n'étant plus justifiée par celle de la défenderesse de lui payer ses salaires et celle-ci ne l'étant plus par celle du demandeur de fournir son travail;

Attendu que ces obligations sans cause sont, aux termes de l'article 1131 du Code civil, entachées de nullité radicale et que cette nullité est d'ordre public (Cassation belge, 11 novembre 1870, Pas. 1871, I, 12°);

Attendu qu'il s'ensuit que de semblables obligations ne peuvent faire l'objet d'une convention confirmative qui suspendrait l'exécution pour un temps déterminé; qu'en effet, les obligations entachées de nullité radicale ne peuvent faire l'objet d'une confirmation;

Attendu qu'une convention ayant semblable objet est contraire à l'ordre public et, partant, radicalement nulle (article 6 du Code civil);

Attendu que la nullité juridique du contrat litigieux conforme aux principes de l'article 1131 du Code civil étant admise, il faudrait décider, si l'on se ralliait à la thèse de la défenderesse, que les parties pouvaient, par la fiction juridique par elles convenues de la suspension du contrat, maintenir l'existence de celui-ci;

*Attendu que cette conception est contraire au principe que les fictions juridiques ne peuvent être établies que par le législateur et non par le juge ni par les parties, parce qu'elles constituent des moyens détournés de tempérer les effets d'une règle absolue dont l'application serait, dans certains cas, contraire à l'équité ou à l'intérêt général (*Pandectes belges*, V^o, Fictions);*

Attendu que la loi sur le contrat de travail, siège de la matière, en l'espèce, ne contient qu'une seule fiction juridique dont l'effet soit de suspendre l'exécution du contrat, savoir celle dont il est question à son article 28, qui est libellé comme suit: « Les événements de force majeure n'entraînent pas la rupture de l'engagement lorsqu'ils ne font que suspendre momentanément l'exécution du contrat »;

Attendu qu'en raison du fait même qu'elles modifient la réalité des choses et qu'elles sont l'œuvre du

législateur, les fictions juridiques sont de droit étroites et ne peuvent être étendues par analogie (*Pandectes belges*, V^e, Fiction n° 4, et Laurent, Tome IV, n° 253, Fuzier-Herman, *Répertoire du Droit français*, V^e, Fiction n° 17). Les fictions ne doivent pas être étendues d'une chose à une autre, d'une personne à une autre, d'un cas à un autre. *Fiction non extenditur de re ad rem, de persona ad personam, de casu ad casum* ;

Attendu que le cadre de la fiction de l'article 28 de la loi du 10 mars est donc exclusif ;

Attendu qu'il y a donc lieu de rechercher si le manque de travail prévu par le règlement d'atelier de la défenderesse entre dans la catégorie des événements de force majeure dont il est question ;

Attendu que cette question doit être résolue négativement ;

Attendu, en effet, qu'il est de principe que ne constitue le cas de force majeure de l'article 1138 du Code civil, siège de la matière, que l'événement inattendu qui a pour conséquence de rendre absolument impossible l'exécution de l'obligation du débiteur ; qu'il n'y a pas force majeure lorsque cette exécution n'est que plus onéreuse ;

Attendu que les cas de manque de travail visés par le règlement d'atelier de la défenderesse sont en général prévisibles et n'ont pas en général pour effet de rendre le travail impossible, qu'ils ne répondent pas à la définition de l'événement de force majeure donnée plus haut ;

Attendu qu'étant donné la nullité de la disposition du règlement d'atelier de la défenderesse d'après laquelle celle-ci pouvait mettre le demandeur en chômage pour manque de travail, l'on doit admettre que cette mise en chômage constituait en réalité une rupture du contrat existant entre parties qui obligeait la défenderesse à donner au demandeur le préavis prévu par l'article 4 de son règlement d'atelier ;

Attendu que la défenderesse ne s'étant pas confor-mée à cette obligation, il y a lieu de décider que le demandeur a droit à l'indemnité de rupture de contrat qu'il réclame ;

Attendu que le montant de cette indemnité doit être fixé conformément à l'article 5 du règlement d'atelier de la défenderesse à la moitié des salaires du demandeur pendant quinze jours, soit à la somme de 314 francs ;

Par ces motifs :

Le Conseil, Troisième Chambre pour Ouvriers, statuant contradictoirement, en ce qui concerne le premier chef de demande, le dit fondé ; en conséquence, condamne la défenderesse à payer au demandeur la somme de 314 francs pour indemnité de rupture de contrat sans préavis ; en ce qui concerne le deuxième chef, le dit fondé ; en conséquence, condamne la défenderesse à remettre au demandeur le certificat légal de travail qui en fait l'objet.

CONTRATS D'EMPLOI

Conseil de Prud'hommes d'Appel de Bruges (Chambre pour Employés)

12 novembre 1937.

G. c/ H.

I. Contrat d'emploi. — Transfert des bureaux dans une autre ville. — Rupture.

II. Contrat d'emploi. — Indemnité de préavis. — Quitittance pour solde d'appointements. — Inopérante.

I. Un patron qui, à la suite d'un transfert de bureaux, veut obliger son employé à continuer son travail dans une autre ville, modifie les conditions essentielles du contrat et rompt donc ce dernier. Il ne peut le faire sans observer les délais normaux du préavis.

II. La quittance pour solde d'appointements sans mention aucune concernant l'indemnité de préavis, laisse subsister le droit de l'employé à cette indemnité.

Considérant que l'intimée a été engagée par l'appelant pour gérer sa succursale d'Ypres, moyennant le salaire mensuel de 500 francs ;

Qu'après cinq mois, l'appelant a fermé la succursale en question et a cessé sans préavis l'emploi de l'intimée ;

Que l'action tend à obtenir l'indemnité stipulée par la loi de même que la mise à jour de la carte de pension ;

Attendu que l'appelant soutient qu'il n'est pas tenu à payer l'indemnité de préavis parce que : 1) il a proposé à l'intimée de la prendre en service dans ses bureaux à Courtrai ; 2) l'intimée a signé la quittance pour solde d'appointements ;

1^o Considérant, en effet, que l'appelant, dans sa lettre signifiant à l'intimée la fin de son emploi, invite celle-ci à se rendre à son bureau à Courtrai, ce qu'elle a fait du reste, et où s'est fait le règlement du salaire gagné, mais que rien ne prouve qu'il aurait proposé à l'intimée de la garder en service à Courtrai aux mêmes conditions ;

Qu'au reste, ce transfert aurait constitué un changement complet du contrat d'emploi ;

2^o Considérant que la question de donner quittance du montant du salaire dû, sans renoncer expressément à l'indemnité légale, ne peut nuire au droit de l'employée à cette indemnité ;

Pour ces motifs :

Le Conseil de Prud'hommes d'Appel de Bruges, Chambre pour Employés, statuant contradictoirement, dit l'appel recevable mais non fondé, et reprenant les conclusions, confirme le jugement *a quo*, déboute l'appelant de son appel et le condamne aux dépens des deux instances.